

Henri DECESARI
30 ans, Publiciste
Marié - 1 enfant
MOUVEMENT POUR LA RÉFORME
(Pisani)

ELECTIONS LÉGISLATIVES

23 Juin 1968

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les événements du mois de Mai ont atteint chaque Français au plus profond de lui-même, les moments que nous vivons peuvent être lourds de conséquences et personne ne peut et ne doit rester indifférent au sort de notre Pays, c'est la raison de ma candidature.

La responsabilité de ce désordre et de ce marasme économique n'incombe-t-elle pas aux Gestionnaires et Dirigeants en place qui nous ont conduit à une faillite et nous sommes dans une situation qui demandera beaucoup de sacrifices et dévouements, afin de redonner vie à notre économie.

Quelle surprise, de voir le représentant de ce Gouvernement responsable, solliciter à nouveau l'investiture, cet homme est un notabe, très honorable certes, mais qui, par sa formation ne perçoit plus les problèmes qui se posent à la France moderne, à la France jeune d'aujourd'hui.

A l'autre extrême, le candidat du Parti Communiste. Est-il besoin d'insister sur le danger que représente ce parti, pour la liberté.

Tous les Français sont conscients des réformes nécessaires à notre Pays, et les jeunes sont prêts à assumer leurs responsabilités et prendre une part active à la vie de la France.

Le Candidat,
Henri DECESARI

Remplacement éventuel
René SEVERIN
48 ans, Ingénieur

DECLARATION de Monsieur Edgar PISANI

du 5 Juin 1968

De ce mois de Mai, le Gouvernement a voulu que les Français ne retiennent que l'image du désordre, il veut étouffer l'annonce du renouveau.

C'est pourtant du renouveau et non du désordre que l'Histoire gardera la trace, c'est la volonté de renouveau et non la peur du désordre qui habite désormais notre jeunesse, qui habite en son tréfonds notre peuple, même lors-qu'un instant il rallie le parti de la crainte.

Plutôt que de mettre en question les structures et les rites de l'Etat, de l'Université, de l'entreprise, de la société, le Gouvernement s'est engagé dans un marchandage. Il a pris le risque de sacrifier l'équilibre de notre économie, de compromettre l'existence d'une foule d'entreprises, de condamner à la ruine des régions et des professions entières, de provoquer un accroissement du chômage.

Incapable de prévoir l'événement, d'en mesurer la portée, d'en contenir le cours, absent aux heures d'angoisse, ayant délibérément compromis par son long silence le respect dû aux institutions, voici qu'il se dresse devant nous, après s'être appuyé sans pudeur sur la complicité de celui qu'il désigne mainnant comme l'ennemi de tous.

Les Français ne peuvent accepter l'alternative devant laquelle on les place, ils ne peuvent accepter le choix qui leur est proposé entre le conservatisme du pouvoir et le conservatisme de l'immense appareil communiste. Retenir le premier aujourd'hui, c'est accepter l'autre pour demain, c'est l'appeler même car, une fois divisée en deux, la France n'acceptera pas de confier éternellement son sort à une même tendance. Elle le fera d'autant moins que la tendance actuellement au pouvoir ne peut, ne sait, ne veut conduire les évolutions qui s'imposent à nous.

Les Français sont innombrables qui veulent le progrès sans le désordre, qui veulent réformer les structures sans jeter bas la société, qui veulent permettre à tous de participer à la gestion des affaires sans détruire l'exercice des responsabilités, qui veulent accroître les revenus des individus sans compromettre le dynamisme de notre appareil productif.

Les Français sont innombrables qui, hostiles à la révolution et au conscrvatisme, appellent la Réforme. Le devoir est aujourd'hui, à l'occasion des élections, de refuser un classement sommaire, de faire que naisse une force dont la volonté, la fonction ne sera pas de négocier entre deux réalités politiques concurrentes, calculant ses votes au gré des scrutins mais de poser sans trêve les problèmes de la société moderne, de leur proposer des solutions, de démontrer que le « dialogue » droite - gauche déforme la réalité française, compromet son avenir, prépare des affrontements et des alternatives insoutenables.